

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIENIE..... 24 fr.
ROZCZNIENIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY... 40 c.
NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:
ROZCZNIENIE..... 50 fr.

TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)
i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:
UN AN..... 50 fr.

TÉLÉPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Quelques impressions de retour de la Russie

Le traité de Riga, que la Pologne dans le désir d'amener une paix « sans vainqueurs ni vaincus » a signé avec la Russie des Soviets, comportait entre autres l'obligation de celle-ci de procéder au rapatriement de toutes les personnes qui, au début de la guerre mondiale, étaient domiciliées dans le territoire faisant actuellement partie de la République polonaise et de permettre aux Polonais ayant déclaré leur intention de devenir citoyens de la République, de formaliser leur position légale.

Le rapatriement proprement dit était assuré par l'action des autorités russes qui, au cours de ces années, se sont montrées extrêmement jalouses de leur monopole et ne laissaient aux délégations polonaises qu'un droit « nu » « d'assister » à la politique russe. Cette politique se traduisait dans la relégation de l'intelligence polonaise dans les derniers rangs de la « queue » des échelons partants. On ne manquait pas à limiter jusqu'à l'impossible les biens qu'on était autorisé à emporter. Etant hostiles à l'exode des milliers qui se sauvaient de ce « paradis terrestre », on les rendait à la patrie dans un état de misère, épuisés par toutes les souffrances.

Le gouvernement polonais et les populations fugitives ont fait preuve d'un sang-froid et d'une résistance morale extraordinaires. On ne voulait faire aucun geste qui pourrait être expliqué comme démontrant « l'impérialisme polonais et le désir inassouvi des conquêtes », comme la propagande de nos ennemis dans divers milieux traduisait chaque pas d'une politique ferme et soucieuse de la dignité nationale.

Quant au droit d'option de la qualité de citoyens polonais, il est resté annulé par le fait que seulement quinze mille Polonais ont pu acquérir le droit d'être ouvertement citoyens de la République de Pologne, droit qui leur a valu immédiatement un ordre d'exil dans un délai de six mois, du moment qu'ils avaient reçu leur passeport d'étranger. Il va sans dire que malgré la paix aucun Polonais ne peut venir en Russie autrement qu'en caractère officiel. Malgré toutes ces mesures, la population polonaise de la Russie (y compris les républiques fédérées) compte au moins un demi-million et représente une force de premier ordre dans les domaines les plus divers. Il serait inopportun de détailler ce sujet, étant donné l'hostilité du gouvernement soviétique pour l'immixtion dans leurs affaires intérieures. Or, ces Polonais sont donc citoyens (?) russes... Et il y en a des milliers d'Arkhangelsk à Wladivostok.

Je crois que du moment où la Russie sera obligée par la force des choses d'accepter une politique « des portes ouvertes », ces populations reviendront à nous.

Il est vrai que le gouvernement russe avait accepté de reconnaître aux nationaux polonais des droits de minorité comme ils sont insérés dans beaucoup de traités conclus depuis la fin de la guerre mondiale, et comme la Pologne en a accepté envers l'Allemagne et d'une façon générale dans le traité avec les puissances principales à Versailles. Mais comme le gouvernement russe bénéficie de la non-admission dans la Ligue des Nations et qu'il n'accepte pas les principes du droit international des peuples civilisés, il a passé outre. La Pologne, sous peur d'être accusée d'impérialisme, a dû se soumettre à un traitement de ses nationaux et coreligionnaires selon les principes du droit (?) communiste.

La situation intérieure de la Russie, considérée d'un œil impartial, ne présente encore aucun trait

décisif d'une évolution possible vers un régime que je me permettrais de désigner comme « synthétique », envisageant la révolution bolcheviste comme une antithèse du système autocratique de l'empire. Selon la triade de Hegel, il devrait nécessairement entraîner la synthèse. Mais à part cette idée métaphysique, je n'entrevois que peu d'éléments tirés de la réalité des choses qui justifieraient cette foi naïve que tout s'arrange pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Mais si la situation de la Russie présente les mêmes aspects de stabilité que dans le temps offrait le gouvernement impérial, qui était au fond un « colosse aux pieds d'argile », il est juste de conserver une attitude expectative sur la durée du gouvernement bolchevik. Je suis d'avis que c'est de la situation politique internationale que dépend en fin de compte le sort réservé à la « première » révolution sociale.

Dans le système politique actuel, je n'aperçois pas l'intérêt vital qu'il y aurait pour les autres puissances d'un relèvement immédiat de la Russie au rang d'une puissance « principale ». Cette période indéterminée du règlement définitif des affaires entre les pays de l'Europe Occidentale est précisément le temps de relâche pour les bolcheviks. La position de la Pologne doit être envisagée sous les points de vue européen et national. Faisant partie du « concert » européen, la Pologne n'est pas disposée à précipiter la solution du problème russe pour le moment, surtout que la mentalité de l'intelligence russe antibolcheviste nous paraît nettement hostile, ce qui est le résultat d'une conception erronée que ce parti a sur la situation européenne et la force croissante de la Pologne ; au point de vue national, nous voulons tirer tous les profits qu'une situation en Russie serait apte à nous donner. Or, c'est aux soviets de prouver qu'ils peuvent faire face aux exigences qu'une admission dans la société des nations civilisées implique à un pays et un peuple comme la Russie qui malheureusement a déjà donné au monde des preuves de son instabilité morale et psychologique.

Nous, Polonais, pouvons attendre et envisager notre avenir avec confiance. La consolidation de notre pays et de notre opinion publique s'accroît malgré des divergences assez bruyantes. C'est l'amour de la patrie, aussi grand que celui dont les Français s'enorgueillissent à juste titre, qui, trempé dans nos malheurs passés, triomphera à bref délai des difficultés passagères.

Casimir BERMANSKI.

POLOGNE ET RUSSIE

La restitution des biens volés à la Pologne.

Aux termes de l'article XI du traité de Riga, la Russie et l'Ukraine se sont engagées à restituer à la Pologne tous les trophées de guerre saisis à la nation polonaise depuis 1772, les bibliothèques, les collections archéologiques, les œuvres d'art, les archives et documents diplomatiques. Ces clauses spécifiaient également la restitution, à nos alliés de l'Est, des machines et de l'outillage technique emportés lors du recul des armées russes en 1915 et indispensables à la remise en marche de l'industrie nationale polonaise.

A cet effet, furent créées des commissions mixtes de réévaluation présidées du côté polonais par M. Antoine Olszewski, ingénieur et économiste distingué, ancien ministre du com-

merce et de l'industrie. Mais, dès le début, les travaux des commissions se heurtèrent aux anomalies de la législation soviétique et à l'interprétation donnée par les Bolcheviks à la conception de la propriété privée. Les délégations polonaises estimèrent donc nécessaire la prise de mesures énergiques destinées à empêcher le pillage, le dispersement ou la vente à des particuliers des objets à restituer. Malgré ces dispositions, le 23 septembre 1921, six wagons de cloches d'églises furent envoyés de Moscou dans diverses localités de la Russie et même jusqu'en Sibérie pour servir d'échange à des produits alimentaires. Le 24 février dernier, cinq wagons de cloches furent enfin expédiés de Nijnii-Novgorod à l'usine de Sormovo et 145 pièces du dépôt de Volovo aux usines de Toula pour être fondues et converties en projectiles. On pourrait multiplier les exemples. Citons seulement le cas d'objets d'art conservés en caisses dans les souterrains de l'église de Gruziny, à Moscou, et de livres trouvés dans les librairies de cette ville, portant les initiales du dernier roi de Pologne et ayant fait partie de la bibliothèque de l'état-major de Varsovie.

La restitution des tapisseries enlevées à Varsovie a été non moins difficile, soit en raison de la mauvaise volonté des autorités moscovites, soit par suite du désir abracadabrante des délégations russo-ukrainiennes de porter la discussion sur le terrain des controverses juridiques. Sur 156 tapisseries réclamées, les délégations polonaises n'ont pu encore obtenir la restitution que de 88 pièces et de 14 morceaux.

Dans le domaine des archives historiques, des bibliothèques et des estampes, rien n'a encore été restitué : les soviets déclarent, en effet, que ces collections ne sont pas intimement liées à l'histoire de la Pologne et que tel est l'avis des savants russes.

On comprend que, dans ces conditions, M. Olszewski ait estimé que l'existence des délégations polonaises ne répondait pas au but poursuivi et qu'en conséquence lesdites commissions aient été dissoutes.

Le gouvernement de Varsovie, justement ému du retard apporté à la récupération de ces richesses nationales, a insisté auprès de Tchitchérine, lors de son récent voyage en Pologne, pour qu'une solution satisfaisante ait lieu dans le plus bref délai. Il faut souhaiter que la mauvaise volonté des Moscovites ait une fin et que le succès des légitimes revendications de nos amis polonais coïncide avec la transformation, dont on parle tant aujourd'hui, de la politique économique des communistes russes.

Maurice TOUSSAINT.

A la frontière russo-roumaine Czernowitz.

Septembre.

Je retrouve Czernowitz, capitale de la Bukovine, que je n'avais pas vue depuis l'année 1912.

La ville et la province appartenaient alors

à l'Autriche qui s'en était emparée au XVIII^e siècle, histoire « d'arrondir » ses domaines, déjà immenses cependant.

L'appétit vient en mangeant. Marie-Thérèse, en 1772, « toujours pleurant et toujours prenant », selon le mot cynique du grand Frédéric, venait d'annexer à ses Etats le vaste territoire polonais qui depuis lors porta le nom de Galicie et auquel la Pologne redevenue indépendante a restitué son nom de Petite-Pologne.

Pour faire communiquer plus facilement cette Galicie avec la Transylvanie, le gouvernement viennois prétendit qu'il avait besoin de la Bukovine, partie septentrionale de la Moldavie, province soumise alors à l'Empire turc.

Le sultan se laissa persuader et c'est ainsi que la Bukovine, détachée de la Moldavie, en 1775, servit à arrondir l'Empire des Habsbourg.

Le pays ne fit guère de progrès dans le siècle qui suivit. A 1.000 kilomètres de Vienne, il se voyait négligé. L'agriculture restait arriérée ; l'industrie presque nulle ; l'instruction plus nulle encore.

Un lent travail de dénationalisation s'accomplissait cependant en Bukovine. Sa population, d'abord presque uniquement roumaine (Moldavie), cédait peu à peu le terrain sous la pression des Ruthènes dont le gouvernement autrichien semblait favoriser les progrès. Un siècle après son annexion à l'Autriche, la Bukovine était déjà aussi ruthène que roumaine. Au moment de la grande guerre l'élément ruthène commençait à l'emporter sur l'élément roumain.

Un autre peuple, de plus en plus nombreux, s'infiltrait d'ailleurs dans les villes et les bourgades de Bukovine.

Les juifs constituaient plus des deux tiers de la population de Czernowitz. Dans les autres villes ils représentaient souvent une forte minorité. Seuls, ils se mêlaient du commerce ; seuls, ils trafiquaient ; seuls, ils voyageaient pour l'importation et pour l'exportation des marchandises.

Dans un pays comme la France, où le commerce est aux mains des nationaux, où, du moins, il ne se trouve pas de classe sociale qui l'accapare, on peut difficilement s'imaginer les très graves inconvénients qui résultent du monopole de fait que les juifs exercent sur le commerce en Bukovine, comme dans certaines provinces de Pologne, de Roumanie et de Hongrie.

..

Les juifs ayant adopté depuis deux siècles un jargon plus allemand qu'hébraïque, l'Autriche avait tendance à les considérer comme des sujets de langue allemande.

Pour eux, elle fonda, en 1875, l'Université allemande de Czernowitz. Il s'agissait, disait l'empereur François-Joseph, de récompenser la province de Bukovine de son attachement à la monarchie pendant un siècle de fidélité.

Et pour récompenser les Roumains et les Ruthènes de Bukovine, et aussi les Polonais, assez nombreux dans la province, on établissait (à leurs frais d'ailleurs) une Université... allemande, dans la capitale de leur petite patrie ! L'Université allemande de Czernowitz devint naturellement un foyer de culture allemande, une sorte de sentinelle germanique placée en plein pays slave et roumain, aux confins de la Russie.

On fit mieux encore ; Czernowitz fut dotée d'un théâtre, joli et coquet ma foi, qui porta le nom d'*Opern*. Sur la place du Théâtre, on éleva une statue, celle de Schiller. Enfin, Czernowitz devint une ville allemande par son administration, par les inscriptions et les enseignes, par la langue qui résonnait le plus souvent dans ses rues et dans ses magasins.

Sans le costume particulier des juifs, sans les inscriptions hébraïques fort nombreuses, on aurait pu se croire dans une cité quelconque de la vieille Autriche.

Dix ans ont passé depuis que je faisais ces constatations en parcourant la ville si pittoresque de Czernowitz, depuis la station du chemin de fer, dans le bas de la ville, non loin du Prut aux crues si redoutables, jusqu'au sommet de la colline, sur le versant de laquelle Czernowitz aligne ses maisons blanches.

Seuls, la cathédrale roumaine, toute blanche elle aussi, avec ses trois coupes métalliques, dominant la colline, et le fastueux Palais de la Résidence, demeure du *Vladika* orthodoxe, rappelaient que cette ville n'était pas uniquement allemande et juive.

Aujourd'hui que la Bukovine a fait retour à la Roumanie, l'aspect de Czernowitz s'est sensiblement modifié.

Les inscriptions roumaines ont pris la place des inscriptions allemandes, et si le nom des rues est encore inscrit en trois idiomes : roumain, allemand, ruthène, la langue des nouveaux occupants tend peu à peu à prévaloir.

L'élément roumain a été considérablement renforcé dans la ville, dont la population est d'ailleurs sensiblement plus grande qu'il y a dix ans. Avec ses 130.000 habitants, ses beaux édifices à façades blanches, son activité commerciale et sa situation de petite capitale provinciale, Czernowitz est déjà l'une des villes les plus importantes de la Roumanie nouvelle.

Venant de Lwow, qui porte encore, il est vrai, les traces du traitement cruel que les Ruthènes lui ont infligé pendant six mois, en 1918-1919, j'ai trouvé Czernowitz particulièrement plaisante et agréable. Dans sa blancheur, dans le grouillement de son peuple, dans le joyeux tumulte des cafés, j'ai retrouvé la Roumanie et son peuple latin, d'esprit méditerranéen.

Au ministre résident de Bukovine, au métropolitain roumain, au recteur de l'Université, à d'autres personnages encore, j'ai fait des visites que je raconterai dans un prochain article.

Georges BIENAIMÉ.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
8, avenue Montaigne.

POLOGNE

Le voyage du chef de l'Etat.

Le chef de l'Etat, maréchal Pilsudski, est parti en Wolhynie, où il visitera successivement les villes de : Krzemieniec, Luck et Rowne.

La conférence du désarmement.

Les ministres des affaires étrangères des Etats baltes et de la Pologne qui viennent de se réunir à Réval se sont mis d'accord sur tous les points pas encore fixés relatifs à la conférence du désarmement proposé par le gouvernement des soviets. Les pourparlers seront entamés à Moscou vers le 30 octobre.

L'exportation du bois polonais en France.

Le « Kurjer Warszawski » vient de publier dans son supplément économique une étude sur l'exportation du bois en Pologne. Notre production du bois, écrit ce journal, augmente chaque jour et atteint actuellement 21.516.000 mètres cubes par an ; cependant tout en pourvoyant largement aux besoins du marché polonais, elle manque de débouché à l'étranger. D'autre part, le bois de construction, comme on le sait, est très recherché en France. Cette coïncidence ne fait-elle pas entrevoir, aux commerçants polonais, de larges perspectives d'exportations ? Aussi bien l'intérêt commun que l'alliance unissant les deux pays semblent indiquer cette issue comme la plus naturelle et la plus profitable. Grâce aux réductions de tarifs douaniers très considérables que la France nous a accordées, ainsi qu'aux prix modérés

réclamés par nos exportateurs, on pourrait compter sur une extension importante des fournitures du bois, particulièrement du pin et du sapin, polonais en France, ce qui établirait en même temps une collaboration si désirable du commerce polonais à la reconstruction des régions dévastées.

La mission économique yougoslave.

Avant d'entamer les pourparlers au sujet d'un traité commercial polono-yougoslave, la mission économique yougoslave, avec M. Yanovic, ministre de commerce, en tête, a tenu à visiter tous les centres industriels et commerciaux de la Pologne afin d'acquiescer une connaissance exacte de la vie économique du pays. La mission vient de visiter Cracovie et les environs, particulièrement la fabrique de faïence à Skawina, les ateliers d'automobiles à Debnik et les salines de Wieliczka.

RUSSIE

Les récoltes en Russie.

La « Ekokomisikeskain Jizn » évalue à 3.200 tonnes la quantité globale des blés fournis par la récolte de 1922, en Russie et en Ukraine. Le journal fait remarquer que les récoltes d'avant-guerre s'élevaient, en moyenne, à 6.500.000 tonnes.

Moscou et Ukraine.

A la dernière séance du comité exécutif ukrainien, le président Rakowski prit une part active à la défense du projet gouvernemental de l'enseignement obligatoire de la langue ukrainienne. Le projet a élevé une vive opposition dans la majorité de l'Assemblée et Rakowski a dû subir de nombreuses attaques de ses adversaires, partisans de la suprématie de Moscou. On a fini par envoyer le projet à la commission de l'instruction publique, composée exclusivement de Russes et de communistes, ce qui équivaut à un échec certain. On envisage comme très probable la démission de Rakowski qui serait remplacé par Zinoviev. Cette possibilité fait entrevoir un anéantissement complet de l'indépendance ukrainienne, et le retour à une centralisation définitive du pouvoir soviétiste.

ÉCHOS ARTISTIQUES

Samedi, 28 octobre, à 9 heures précises : Salle Pleyel, 22, rue Rochecouart (métro Cadet), aura lieu le Festival de Musique française donné par Mlle Suzanne d'Astoria, la cantatrice bien connue, et le comte E. de Lannay, conférencier, à la mémoire de César Franck et G. Salvayre en hommage à Mlle Marie Prestat (dernier premier prix d'orgue de la classe de César Franck).

Le programme très intéressant comprend les compositions des plus éminents musiciens. Prix des places (tous droits compris) : 20 fr., 10 fr. et 5 francs.

Billets : Maison Pleyel, 22, rue Rochecouart. Tél. : Trudaine 07-89, 33-27, et chez Mlle d'Astoria, 26, rue Washington, Paris (8^e).

A la mémoire de Fr. Chopin

La Société Frédéric Chopin se réunira demain dimanche, le 22 octobre, à 10 h. 30, au Père-Lachaise, devant la tombe du grand musicien, pour célébrer le 73^e anniversaire de sa mort. Des discours seront prononcés par MM. Camille Le Senne, Edouard Ganche, Georges Migot ; Mlle Viala et M. Maxime-Léry de l'Odéon diront des poèmes.

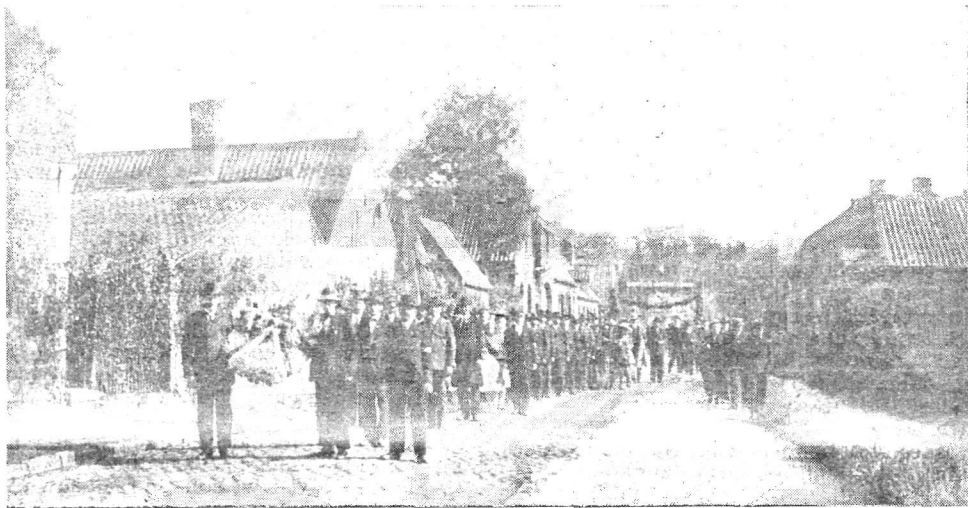
EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4%

103^e tirage d'un million

du 14 octobre 1922

Numéro gagnant : 3.963.761

bourse de Varsovie : 1750 mp.



Lallaing (Nord).

Pochód Sokoła przez ulice Lallaing na poświęcenie pomnika dla Poległych Żołnierzy 10. X. 1922.

MEMENTO

Pod znakiem wyborów.

Polska weszła w znak wyborów, podobnie jak ziemia wchodzi co kilka tygodni w taki lub inny Znak Zodiaku. Wróżbici powiadają, że kto się urodził pod znakiem Koziorożca, ma inny charakter i inne czeka go koleje żywota, niż gdyby się był urodził pod znakiem Raka lub Bliźniąt.

Nie posiadam daru wróżbity, więc trudno mi sądzić, jakie koleje będzie miał Sejm i Senat polski poczęty i zrodzony pod znakiem obecnych wyborów, pierwszych «prawidłowych» wyborów w Polsce odrodzonej. Ale lektura pism krajowych wskazywałaby, że w tym Sejmie i Senacie nie będzie prawdopodobnie ani jednego posła ni senatora, któryby obecnie, pod znakiem wyborów, nie był obdarzony stałe przez partję przeciwną szeregiem przydomków, wśród których takie słówko jak «łajdak» należy do częściej używanych. Nie będzie zdaje się, w przyszłym Sejmie i Senacie ani jednego stronnictwa, którego działalność nie byłaby obecnie, pod znakiem wyborów, zakwalifikowana jako «zdrada».

Jest rzeczą zupełnie pewną, że naród polski uzna wybrany w przyszłym miesiącu Sejm i Senat i zda się na kierowanie swymi losami przez parlament, którego członkowie i stronnictwa piętnowane są podobnymi przydomkami. Wniosek stąd dwojaki, że albo nie będzie wierzył, iż obecni kandydaci są naprawdę «łajdakami i zdrajcami», albo też już do tych określeń nie przywiązuje zbyt wielkiego znaczenia.

Słynny uczony francuski, Gustaw Le Bon, na-

piisał ciekawą książkę p. t. «Psychologia tłumu». Gdyby do niej dodać uzupełnienie p. t. «Psychologia tłumu podczas wyborów», otrzymalibyśmy sporo ciekawych wyjaśnień tego, co się obecnie dzieje w Polsce pod znakiem wyborów.

Przypominają one wybory, dokonywane w innych krajach, z pewnemi różnicami, które wypadaloby położyć na karb polskiego... temperamentu.

Wskazują, że na czas wyborów, tak jak rząd otacza specjalną opieką «wolność wyborów», tak opinja publiczna otacza specjalną wyrozumiałością «wolność wzajemnego wymyślenia», zachowując się, jak publiczność w teatrze na owej komedycie Czechowa, gdzie dwóch sąsiadów wyczerpało w kłótni wszystkie wyzwiska, aż wreszcie jeden, by pognać drugiego, rzucił mu w twarz: ... A paska ciotka to z budowniczym uciekla!

A jak dla przeciwników ma się «łajdaka» i «zdrajcę», tak dla własnej partji ma się cały szereg «szczytnych haseł» i «wzniosłych ideałów». A jak tamymi nie bardzo się opinja gorszy, tak i tymi nie bardzo buduje.

I dlatego obecne wybory w Polsce, klasyczny przykład wyborczego mechanizmu i rutyny mogą być tematem smutnych rozmyślań dla myśliciela. Dla polityka gotowa rutyna musi służyć za broń i narzędzie, bo na inne dotychczas się nie zdobyto.

K. MIR.

Nowe dane o Rosji sowieckiej i o stosunkach polsko-rosyjskich

w oświetleniu p. Kazimierza Bermańskiego.

Korzystając z pobytu w Paryżu p. Kazimierza Bermańskiego, prawnika i ekonomisty, a jednego z wybitnych znawców Rosji współczesnej, w której żył przez lat 25 i był świadkiem naocznym wszystkich wypadków tamże aż do dni ostatnich (p. Bermański niedawno opuścił Rosję) postanowiliśmy zasięgnąć jego opinji o tej Rosji sowieckiej, o której Europa, jak tego na każdym kroku mamy dowody, ma pojęcie bardzo niedokładne i mętne.

Z niezwykłą uprzejmością udzielił nam p. Bermański wysoce interesujących szczegółów i poglądów na cały szereg spraw z zakresu «kwestji rosyjskiej» i naszego do niej stosunku. Z rezultatami tego wywiadu dzielimy się z czytelnikami *Polonii*, gdyż wychodzimy z założenia, że kwestja ta jest jedną z najważniejszych we współczesnej Europie, a dla sprawy polskiej specjalnie jest doniosłego znaczenia.

Ilu jest Polaków w Rosji i jakie jest ich położenie?

Takie było nasze zapytanie, z którym zwróciliśmy się do p. Bermańskiego na wstępie.

— Jak panu wiadomo, na mocy układów z sowietami dokonano repatriacji Polaków z Rosji. Mimo to kolonja polska w Rosji jest nader liczna i obecnie we wszystkich republikach sowieckich, na terenie byłego imperjum, wynosi nie mniej, niż 500.000 ludzi.

«Wskazywałoby to, że repatriacja nie dała wielkich wyników?

— Z punktu widzenia naszych interesów państwowych istotnie nie. Repatriacja formalnie objęła tylko tych, którzy znaleźli się w Rosji wskutek ewakuacji w związku z wypadkami wojennymi. Większą ich część stanowiła ludność nie rdzennie polska a pochodząca z naszych obecnych kresów wschodnich. Plan repatriacji

nie przewidział konieczności powrotu do kraju, w pierwszej linii naszych narodowych sił kulturalnych i gospodarczych. Ci, jako mniejszość, byli przez władze rosyjskie, bo one dokonywały repatriacji (a polskie władze tylko asystują i do pewnego stopnia kontrolują), systematycznie odsuwani od kolejności eszelonów.

Niezależnie od tej repatriacji, w Traktacie Ryskim zawarowano dla Polaków mieszkających w Rosji przed wojną, o ograniczone prawo wyboru obywatelstwa polskiego, tak zw. opcji. Prawo to, związane zresztą obowiązkiem wyjazdu, pozostało prawie martwą literą, skorzystał bowiem zeń może nie więcej jak kilkanaście tysięcy Polaków.

«Któż ponosi winę?

— Winę należy położyć na karb szykan i formalizmu ze strony władz sowieckich, jakoteż i organicznych wad odnosnych artykułów samego Traktatu Ryskiego.

«Jak należy to rozumieć?

— W dobie zawierania tego traktatu nie zdawano sobie w Polsce sprawy z pierwszorzędno znaczenia tej kwestji dla całej naszej przyszłości na Wschodzie. Popelniono też mnóstwo błędów nie tylko politycznych, ale i natury prawnej. Według tego traktatu wszyscy Polacy, dokonywujący opcji na rzecz Polski, zmuszeni są opuścić Rosję w przeciągu sześciu miesięcy. Polakom, zamieszkującym w Rosji i zajmującym tam częstokroć poważne placówki techniczne i zarobkowe, pozostawało do wyboru albo powrócić do kraju i tam zwiększyć liczbę poszukujących pracy, albo pozostać nadal w Rosji, jako obywatele rosyjscy.

Inteligencja polska, mająca stosunki rodzinne i inne w kraju i, chcąc się przyczynić do odbudowy ojczyzny, użyła wszelkich środków, aby uzyskać powrót do kraju, bez względu na przepisy rosyjskie, które utrudniają powrót i nie pozwalają emigrantom nawet na zabranie zupełnie niezbędnych sprzętów domowych, ubrania, książek i t. d.

Ale poza tymi, którym udało się wyjechać, pozostało bardzo wielu Polaków, zwłaszcza w głębi Rosji, na Kaukazie i Syberji. W jeszcze gorszych warunkach pozostali polscy robotnicy i rzemieślnicy. Musieli oni pozostać na miejscu z powodów ekonomicznych i zatraconej dawno łączności z krajem, niemniej z powodu szykan rosyjskich, a braku planowości w akcji reemigracyjnej ze strony władz polskich.

«Jaka jest ich rola w Rosji?

— W ich osobach Polska posiada na Wschodzie na przyszłość zapasy energii i kultury, które nie powinny iść na marne lub ulecz niwelującym wpływem rosyjskiej anarchji.

— A jak odnosi się do nich rząd sowiecki?

— Niestety, skape pod tym względem postanowienia Traktatu Ryskiego nie dają żadnej gwarancji praw polskich w zakresie oświaty, swobody sumienia i wyznania, kultury i prawa do rozwoju narodowego. Specjalne ministerjum sowieckie (komisarjat) dla spraw mniejszości narodowych jest instytucją, należąca do organizacji partyjnych z dziedziny propagandy i agitacji a prowadzone jest wyłącznie przez komunistów. Te minimalne ustępstwa, które sowiety w ostatnich czasach musiały zrobić opinji rosyjskiej, do spraw polskich nie zostały zastosowane.

«Czy nie uważa pan, że w takim razie Polska w stosunku do własnych »mniejszości narodowościowych« była o wiele liberalniejsza?

— Ależ niema najmniejszego porównania. Polska zobowiązała się w Traktacie Wersalskim, zawartym z głównymi mocarstwami, nie tylko do szanowania mniejszości narodowych ale nawet przyjęła konkretne zobowiązania, które uszczuplają na rzecz tych mniejszości i na rzecz Ligi Narodów nasze prawa udziałności państwowej.

Konstytucja polska zagwarantowała najszerze prawa nie tylko swoim obywatelom, bez względu na narodowość i religję, ale i cudzoziemcom. Tymczasem w Traktacie Ryskim znajdujemy na rzecz Polaków w Rosji kilka postanowień zredagowanych w formie tak oględnej dla sowietów i tak nieścisłych, że nie dały one dotychczas żadnych rezultatów.

Jakie jest położenie wewnętrzne Rosji i jak mocne jest stanowisko rządu sowietów?

Na to zapytanie oświadczył nam p. Bermański, co następuje.

— Są to dwie kwestje, które należy traktować oddzielnie i które należy odróżniać od siebie. Obecny stan wewnętrzny Rosji, przez co rozumiem jej stan ekonomiczny, finansowy,

zdrowotny i ludnościowy, jest rezultatem przedewszystkiem najprzód wojny światowej, a następnie ciągłej wojny cywilnej oraz równocześnie z tem stanu ciągłego pogotowia wojennego, wobec wypraw dla uśmierzenia rozruchów na kresach państwa.

Oleńcie n. p. jest wojna z Turkiestanem.

Wojna światowa pozbawiła Rosję zapasów wydobytego surowca, zużyła olbrzymią ilość produktów fabrycznych i rolnych, wydobyla wszelkie oszczędności w postaci złota, będącego w obiegu i w rękach osób prywatnych. Rosja miała przytem tych zapasów w stosunku do liczby swej ludności i do przestrzeni, pozbawionej komunikacji, daleko mniej, niż kraje Europy. Dlatego też musiała ona wycofać się z wojny wcześniej, niż to nakazywał jej interes polityczny i względy dyplomatyczne.

W okres wojny wewnętrznej Rosja weszła więc zubożona i osłabiona, zdawało się, iż należało wszystkie siły poświęcić odbudowie ekonomicznej, rzeczy, o której mówi się tak wiele i ponętnie dopiero dziś, po pięciu latach tego okresu, zamiast tego, w zaślepieniu fanatyzmu i z powodu zupełnej ignorancji istoty gospodarstwa społecznego wzięto się do przerabiania całego aparatu wytworzonego i rozdzielczego. W rezultacie tej operacji cały aparat został zniszczony lub złamany. Reszki starych zapasów zostały zjedzone lub zniszczone, produkcja zarówno miejska jak wiejska stanęła. Stopa życiowa obniżyła się w centrum do poziomu państwa moskiewskiego XVII wieku, a w głębi kraju jeszcze niżej.

«Cóż na to sowieci?»

— Właśnie do tego zniierzam. Powstanie marynarzy w Kronsztadzie w kwietniu 1921 r. przekonało rząd sowiecki, że stoi nad przepaścią. Wtedy zainaugurowano tak zwaną Nową Ekonomiczną Politykę (Nep). Warto zwrócić uwagę, że gdy system ten zaczęto wprowadzać, kierownicy bolszewizmu bardzo słusznie wskazywali robotnikom i opinii komunistycznej, że tutaj chodzi nie o nową politykę ekonomiczną, lecz o starą, to jest tę, którą część partii chciała utrzymać na wiosnę 1918 r. inaczej mówiąc o to, co było wzorowane na tak zwanym wojennym socjalizmie Niemiec z lat 1915 do 1918, a co emigranci rewolucji, jak Lenin i Cyperowicz obserwowali za granicą i czego wzory przywieźli do Rosji.

Później jednak, gdy okazało się, że masy robotnicze w r. 1921 nie są już tak ortodoksyjnie usposobione do zasad integralnego komunizmu, który rozkwitł bujnie w r. 1919, zgodzono się, aby politykę ową nazwać nową, a to w tym celu, aby w ten sposób wziąć na lep część burżuazji rosyjskiej i zagranicznej.

Fakt zniszczenia całego organizmu ekonomicznego, dokonany przez politykę tak zwaną zupełną nacjonalizacji, prowadzonej przez sowieci konsekwentnie przez trzy lata, chciano w ten sposób wykreślić ze świadomości i wywołać miraż nadziei na «odbudowę».

«Czy sądzi pan, że łatwo odbudować aparat ekonomiczny państwa i narodu, zniszczony przez trzy lata systematycznej i konsekwentnej polityki fanatyzmu?»

— Naturalnie, że jest to rzeczą niesłychanie trudną. Nie wystarczy skonałowanie rumieńców na twarzy suchotnika. Trzeba zajrzeć do płuc i obejrzeć kawerny, porobione przez bakcyl. Taksamo trzeba odnośnie do Rosji przekontrolować rezultaty polityki nacjonalizacji i dokonać «zbadania na miejscu», aby się przekonać, że to zniszczenie jest głębokie.

Jest to zadanie, którego się będzie musiała podjąć specjalna komisja Ligi Narodów, kiedy po Austrii i po Niemcach przyjdzie kolej na pomoc finansową dla Rosji, celem uratowania jej od zupełnej zagłady. Jeżeli tak się przedstawia sprawa odbudowy zniszczonego aparatu, to jakże pesymistycznie należy się zapatrywać na sprawę wzmocnienia produkcji!

Brak przedewszystkiem koniunktury światowej, aby zachęcić nieliczne przytem kapitały do angażowania się w przedsiębiorstwa, oparte na eksploatacji, wymagającej kilkuletnich zabiegów wstępnych.

Brak następnie siły roboczej taniej, karnej, umiejętniejszej i chętniej do pracy. Mamy zaś brak jej liczebny nawet na potrzeby dzisiejsze, bo ludności czysto fabrycznej w Rosji było niewiele, a obecnie ciągnie ją do siebie wieś, gdzie życie łatwiejsze i syte. Karność jest rozluźniona nie tyle przez prawodawstwo, ile przez praktykę. Specjaliści robotnicy, jako inteligentniejsi, zwrócili się do zajęć samodzielnych, jako i ziemieścicy, technicy albo przerzucili się w dziedzinę spekulacji i handlu. O pracowitości reszty niema mowy, wobec tak zw. fali lenistwa, która przeszła po wojnie przez Europę lecz w Rosji osiadła na stałe. Młodzież przez 5 lat zdziaczała obyczajowo i niezgodna jestdo wysiłku. O innych elementach już nie wspomnę.

«Jak pan jednak tłumaczy wzrastający powoli w Europie interes dla ekonomicznej odbudowy Rosji?»

— Mojem zdaniem wyjaśnienia należy szukać w dwóch przyczynach. Pierwsza przyczyna to fakt, że w Europie nagromadziły się na skutek wojny w rękach nowych kapitalistów, spekulacyjnie usposobionych, znaczne kapitały spekulacyjnego pochodzenia. Ten kapitał spekulacyjny gotów jest zaangażować się w Rosji, aby skanalizować źródła bogactw leżących na powierzchni,

które uszły zagładzie a znajdują się jeszcze bądź w rękach prywatnych, bądź w rękach skarbu rządowego. Druga przyczyna polega na naiwnej może wierze, że w Rosji nastąpi zmiana systemu rządowego w drodze tak zwanej ewolucji, że wtedy zapanują «normalne» stosunki burżuazyjne, «normalny» wyzysk robotnika i «normalne» dochody. Trzeba więc być w pierwszym szeregu na placu.

W ten sam sposób rozumowali w Rosji tak zwani nowi spekulanci, to jest spekulanci apro-wizacyjni i walutowi, którzy uszli zagładzie Czeki i którzy zaangażowali swe kapitały na wynajem sklepów i przedsiębiorstwa handlowe. Wtedy to (na wiosnę 1922 r.) rzucono masami na rynek Petersburga i Moskwy brylanty i walutę, które natychmiast skupili za sowieckie pieniądze cudzoziemcy i może... ajenci rządu sowieckiego.

Prawdą jest jednak, że cudzoziemcy mają silniejsze płuca i mogą czekać dłużej niż nowi kupcy moskiewscy. Uważam, że rząd sowieców może z zupełną świadomością dać kapitałowi spekulacyjnemu możliwość zarobkowania w Rosji, o ile będzie to odpowiadało celom jego polityki zewnętrznej lub wewnętrznej. Lecz jestem przekonany, o ile znam rząd rosyjski i panujące prądy, że dużo niespodzianek spotka tych, co chciałiby uważać koncesje za konia trojańskiego, na którym można wjechać do Kremlu.

Jaka jest trwałość rządów sowieckich?

Może najbardziej «sensacyjna» dziś kwestja z zakresu polityki światowej, to właśnie pytanie, jak długo będą trwać rządy sowieckie. Wydało nam się, że p. Bermański będzie nam mógł i w tym względzie odpowiedzieć bezstronnie a źródłowo, zaczem zwróciliśmy się doń wprost z tem zapytaniem, żądając jego własnego na to poglądu.

— Jestem zdania — posłyszeliśmy w odpowiedzi — że pomimo, iż bolszewizm został importowany i zaaklimatyzowany w Rosji przez Niemców i dzięki niedołęstwu Rządu Tymczasowego, nie był on pozbawiony od pierwszej chwili charakteru, odpowiadającego duszy rosyjskiej. Nawet z punktu widzenia historycznego, absolutyzm rosyjskiego caratu, który był paradoksem wobec wieku XIX i XX musiał znaleźć swoją arcytezę.

Bolszewizm — mojem zdaniem — to wklesłe zwierciadło samowładztwa carów. I według formuły Hegla musi nastąpić synteza. Lecz elementów syntezy jeszcze nie widać na horyzoncie. Jeżeli więc wyprowadzać wnioski jedynie z obserwacji wewnętrznej życia rosyjskiego, jako «rzeczy samej w sobie», to prognostyk dla stronników restauracji burżuazyjnej wypadłby wątpliwy.

K. ŁOZIŃSKA.

MOGIŁY

(Ciąg dalszy.)

Zasiedli do stołu, gdy z głębi wysunęła się drobna postać wyrostka zwanego tu «Stasiem». Skłonił się zdaleka Michałowi Michajłowiczowi, a przechodząc szepnął jakby z zaleknieniem:

— Wróć za godzinę...

Patrzyli za nim w zamyśleniu, a kobieta z krótkimi włosami zastawiła herbatę i pieczywo. W cichą rozmowę siedzących wpadały teraz różne, obce głosy żądające bułek i chleba, które z głębi wносиły młode dziewczęta w dużych koszach. Odcinała się wśród nich smukłą postacią, o przepysznych jasnych warkoczach — młoda dziewczyna ośmnastoletnia. Drobne rysy, niezbyt regularne krasnoluskie uśmiech zapożyczony od zniszczonej twarzy matki. Ela była promieniem właściwości piekarni — rozświetlającym im drogę bezkresną. Michał Michajłowicz nie spuszczał jej z oczu, w ich błyskach nie było jednak namietności, tał się raczej ból przycajony, rozpacz nie znajdujący wyrazu w słowach banalnych, codziennych. Rozmawiał o rzeczach potocznych, pił herbatę, a jednak nie to było przyczyną jego obecności w tej izbie, nie to — treścią jego myśli i czynów. Gdy ostatni kupujący znikli za drzwiami — Ela usiadła u wejścia i zatopiona w myślach, zdawała się nie pamiętać o otaczającym ją świecie. Stary ojciec patrzył na nią łzawo, niespokojnie, a szara sylwetka matki krażyła dokoła jak wieczorna mgła osnuwająca równinę zalaną ostatnimi promieniami słońca.

— Panna Ela, wtrącił nagle jakimś przyduszo-

nym głosem oficer — ustała. Trzebaby jej pohląć — na świeżem powietrzu pooddychać.

— Elu, Michał Michajłowicz mówi do ciebie — dodał ojciec.

— Ach! tak... przepraszam...

Zerwała się zarumieniona i podeszła do stołu, opierając się o jego blat obu spracowanymi rękami.

— Pan mówił?

— Nie... nie... że pani ustała...

— Ja? a cóż ja? a mama, a ojciec? ja? cóż znowu!

My wszyscy tu zmęczeni jesteśmy — wszyscy — pan, rodzice, Staś, ja...

— Dziękuję pani za siebie... to bardzo ładnie, że pani i o mnie pomyślała... ja pani bardzo dziękuję...

Plątały się coraz bardziej w słowach, które nie przychodziły na usta — powtórzył więc raz jeszcze: «dziękuję» i umilkł, odsuwając szklankę z herbatą.

Ela tymczasem opuściła głowę na piersi i z oczu jej poczęły płynąć łzy grube, jak ziarnka grochu. Spozstrzegł je pierwszy Michał Michajłowicz.

— Pani, co pani?

— Teraz już oboje rodzice znaleźli się przy dziewczynie.

— Eluś, co tobie? co z tobą? padały zapytania nabrzmiate łękiem i zalem. Oficer usunął się w głąb izby, patrząc przez maleńkie szybki, przez które, prócz bieli śniegu — nie widać nie było.

— Była znowu dzisiaj ze Stachem tam, u nich... szeptała, jakby tłumaczac — matka.

— Ha! trudno! tak trzeba... powtarzał prawie machinalnie stary i pieścił jasną głowę wtułoną w jego ramiona.

A Ela oczy otarła.

— Już nie, nie... nie będę — masz słuszność —

tak musi być... czytaliśmy dziś ze Stasiem na przemian, «on» był taki słaby... generał go zwolnił na cały dzień.

Na wspomnienie generała, zwrócili się do ofi-cera, który ujmując za czapkę — podchodził z pożegnaniem.

— Pan już idzie?

Ela wyciągnęła doń rękę.

— Pan jest człowiek — ja dopiero teraz zrozumiałam to dobrze... tam przy nim, gdyby nie pan...

Machnął ręką niezgrabnie, chwilę się zawa-hał, wreszcie ujął małą dłoń dziewczyny i przy-lgnął do niej na chwilę wargami... Rozeszli się w milczeniu.

Jak blask oslepiający słońca — wpadła obecność Stasia w dotychczasowe bytowanie Eli — młodzi zrozumieli się i zbliżyli się odrazu — reszty dokonały książki, które chłopak przywiózł w małym, ubogim węzełku. Długie, jasne noce słuchały szeptem odczytywanych dokumentów przeszłości, przysłuchiwały się pytaniem, niby lękliwym ptakom ulatującym z gniazd ciepłych w ciemną, nieznaną otchłań przestrzeni. Drżący głos objaśniał, powtarzał... Długie, jasne noce, gdy z małej izdebki dobiegał miarowy odgłos potraconej kołyski... i starcze, ciężkie westchnienia... Ciężkie, zakute w rezygnację westchnienia! Ela lękała się ich, wzdragała przed tem życiem bez jutra, przed brzękiem ogniw, które dziedzictwo jej spoiły z nazawsze umarłą przeszłością...

A patrząc na lysą czaszkę starego ojca, na jego powyginane palce — nie wątpiła, że starczyć jej musza za jasne dni młodości i różowe sny o jutrze.

(Ciąg dalszy nastąpi.)

Im słabszą staje się Rosja wewnętrznie, tym silniej utrwała się w niej rząd bolszewicki. Lecz i silny rząd słabego państwa jest słabym rządem wobec sił zewnętrznych. Są to zresztą ścieżki, którymi chadzał i rząd carski, ten kolos na nogach z gliny. Dokąd one doprowadziły, wiemy wszyscy. Rząd obecny myśli, że nie powtarza błędów swych poprzedników, bo jest oparty na szerszych i mocniejszych bazach organizacji i struktury. Lecz carat się trzymał długo u władzy, bo był elementem składowym «koncertu» europejskiego, jako jego baza militarna i ekonomiczna, i naród rosyjski płacił i to drogo za należenie do «koncertu».

Czy jednak może tak wybitny umysł, jak Lenin, nie zrozumieć, że bez podziału pracy i potu, a to jest materialną treścią «ustępstwa», w warunkach istniejącego międzynarodowego «burżuazyjnego» gospodarstwa społecznego, nie może udać się Rosji bolszewickiej być uznaną *de jure*, bo to jest formalność, ale właśnie *de facto*? Czy powinien on przeceniać znaczenie w Europie i Ameryce powojennej kapitału spekulacyjnego?

Tu czekają go — zdaniem moim — znaczne deceptje.

W słabości stanowiska międzynarodowego Rosji na terenie gospodarczym leży według mnie właściwa słabość rządów bolszewickich. Może dlatego bolszewicy, nie chcąc jeszcze robić ustępstw realnych, próbują ratować swą sytuację przez środki dyplomacji i polityki, kierując swą akcją dyplomatyczną i propagandą, i swe nadzieje obecnie, po zawodach, doznanych w Niemczech i we Włoszech — na Wschód, do Turcji i dalej do Chin.

Tymczasem bolszewizm utrzymuje się dzięki poparciu, które osłabienie Rosji, jako mocarstwa, znajduje *de facto* w innych państwach, czego zdaje się nie doceniać Rząd Sowietów.

Dopóki Niemcy nie uznają się za zwyciężonych nie tylko *de jure* lecz i *de facto*, odbudowa polityczna Rosji nie może leżeć w interesie Francji, gdyż obawa sojuszu przyszłej Rosji z Niemcami jest więcej realna, niż traktat w Rapallo.

Dopóki Anglja nie wyciągnie ostatecznych konsekwencji i zysków na rzecz celów swej polityki azjatyckiej, wykorzystując słabość Rosji na tym terenie (wbrew zewnętrznym pozorom powodzenia kombinowanej niemiecko-rosyjskiej agitacji na Bliskim i Dalekim Wschodzie), dopóty odpowiednio do wymagań chwili elementy opinii angielskiej będą odgrywały rolę sympatyków bolszewickich.

Dopóki emigracja rosyjska, jako wyobrazicielka nastrojów inteligencji rosyjskiej przeciwbolszewickiej, nie zda sobie sprawy z tego faktu, obecnie już historycznego, że terytorjalne ukształtowanie obecnego państwa polskiego i jego trwała sytuacja międzynarodowa nie jest rezultatem traktatów z bolszewikami, i nie może podlegać rewizji na mocy jednostronnego żądania «przyszłej Rosji, lecz jest wyrazem ukształtowania sił politycznych w środkowej Europie, w wyniku wojny światowej, z której Rosja się wycofała przed końcem wojny i przez to pozbawiła się nagrody za wielkie wysiłki położone przez nią w ogólnej sprawie — dopóty interes państwowy Polski nakazywać jej będzie znosić meżnie wielkie a licznej natury niedogodności, wynikające z sąsiedztwa z rządem, który nie chce uznawać ani zasad prawa własności, ani prawa międzynarodowego cywilizowanych narodów.

To są atuty bolszewizmu.

Nie znalazłono jednak jeszcze formuły dyplomatycznej takiego uznania sowietów, któraby przedstawiała się dla nich o tyle ponętnie, że warto by było poświęcić kilka zasadniczych punktów programu.

Trzeba by znaleźć Paryż, który był wart mszy dla Henryka IV. Uznania *de jure* domagają się sowieci, właściwie bez ekwiwalentu, opierając się jedynie na swej sile organizacyjnej i militarnej, i uważając, że prawo tylko konstatuje faktyczne stosunki siły.

Za poważne ustępstwa żądają oni od Europy i Ameryki zajęcia się — bez myśli o natychmiastowych zyskach — sanacją Rosji (jak to próbują się z Austrią) przy pozostawieniu bolszewików jako rządzącej klasy, z równouprawnieniem ich towarzyskiem i społecznym wobec świata burżuazyjnego. Nie sądzę, aby to było bliskie.

Tymczasem pozostają te dwa obozy po dwóch stronach kolczastego drutu, w swoich okopach.

Jaka była dotychczasowa, a jaką być powinna polityka Polski wobec Rosji sowieckiej.

W odpowiedzi na pierwszą część powyższego

zapytania, p. Bermański scharakteryzował nam dotychczasową politykę polską w stosunku do sowietów w słowach następujących:

— Akcja rządu polskiego w stosunku do sowietów nie poszła poza noty dyplomatyczne i pójść nie mogła dotychczas. Cały system polityki polskiej wobec Rosji sowieckiej scharakteryzował się dotychczas biernością, odkładaniem tej sprawy, dopóki «Europa» nie załatwi się z Rosją, a Europie nie śpieszyło się i nie śpieszy z okazywaniem Polsce pomocy nawet w żądaniach jej o wykonanie Traktatu Ryskiego, tak niedokonalego zresztą, jak widzieliśmy wyżej. Różne czynniki, nie mające właściwie nic wspólnego ze sobą, usypiały naszą opinię publiczną albo straszły ją tem, że skoro nie można grozić wojną, bo jej nie jesteśmy w stanie prowadzić, to i t. d., jak gdyby czynna polityka i dyplomacja umiętlna były równoznaczne z wyprawami wojennymi.

Nawiasem dodam — mówił dalej nasz gospodarz — że szczególnie opinia zagraniczna była i jest pod wpływem tych błędnych poglądów, powołując się często na źródła polskie i stwarzając w ten sposób wrażenie, że w Polsce nie ma polityki i że jej nikt nie zna, o ile jest — jak się wyraził lord Balfour.

Rezultaty tej szkodliwej działalności widać w wyzywającym stanowisku sowietów względem Polski, wobec braku poparcia nas przez zagranicę.

«Jeżeli dotychczasowe podstawy naszej polityki wobec sowietów były błędne, na jakich tedy zasadach musi się oprzeć nasza polityka na przyszłość w stosunku do Rosji?»

— Naszą dewizą w stosunku do Rosji powinno być ustalenie jednej linii politycznej wobec frontu rosyjskiego, linii nie najmniejszego oporu, lecz odpowiadającej naszej sile wewnętrznej i zewnętrznej, jako państwa 30-miljonowego, które nie pozwoli sobie traktować jako państwo sezonowe. Ale konieczną przesłanką do tego jest, abyśmy przestali uważać sprawy polityki zewnętrznej za sprawy partyjne i wytworzyli, jak i narody Europy zachodniej i Ameryki pewne minimum ogólnopństwowych celów, co do których absolutna zgoda musi być osiągnięta.

Treścią naszego stosunku do Rosji obecnej musi być uznawanie rządu bolszewickiego *de jure* zgodne z Traktatem Ryskim, a *de facto* liczenie się z nim w tej mierze, która odpowiadać będzie każdorazowej sytuacji dyplomatycznej. Jeżeli istnienie Sowietów jest zależne od ogólnej względem nich polityki państw, jak to starałem się wykazać, to Polska stanowi jeden z elementów składowych i twórczych tego systemu. Rząd Sowietów nie powinienby o tym zapominać we własnym swym interesie. Jeżeli w naszej akcji dyplomatycznej w Europie są może braki, to są one czasowe. Z każdym miesiącem kraj nasz przez wspólny wysiłek ogółu, nabiera większego znaczenia na terenie politycznym i możemy coraz spokojniej patrzeć w przyszłość. Nie powinniśmy jednak ani na chwilę tracić z uwagi naszych zadań.

Ażeby Rząd Sowietów liczył się poważnie z żądaniami Polski, potrzebne jest przedewszystkiem, aby Polska była silna wewnętrznie i skonsolidowana, aby istniała jednolita i wyrobiona opinia publiczna w sprawach stosunków polskich do Rosji, któraby dawała mocną podstawę rządowi przy obronie polskich interesów lub godności i honoru polskiego imienia, aby wreszcie Polska była reprezentowana w dziedzinie polityki zagranicznej przez najwybitniejszych swych ludzi, łączących zalety umysłu z zaletami twardego charakteru i nieugiętej woli.

Polska powinna mieć zawsze na uwadze, że jej znaczenie wśród państw świata zależne jest głównie od siły pozycji, którą ona zajmie w stosunku do Rosji, szczególnie w chwili obecnej, przełomowej. System naszych sojuszków powinien być organicznie związany z naszym stosunkiem do Rosji i przy stosunkach dyplomatycznych nie powinniśmy tracić z uwagi stosunku, które łączy dane państwo z Rosją.

Wiedząc o tem, jak wielkie znaczenie przywiązuje rząd sowietów do rozluźnienia stosunków, które nas łączyc mogą z mocarstwami «gównymi», powinniśmy oprzeć swą politykę na kooperacji w sprawach rosyjskich z Francją, która to kooperacja we wszystkich dziedzinach tej kwestji powinna być nie mniej ścisła, niż to jest w sprawach ogólnowojskowych między Polską i Francją. Opinia angielska i amerykańska powinny być również zjednane dla nas przez odpowiednią akcję propagandy, której brak.

Polska musi żądać wykonania Traktatu Ryskiego nie tylko według litery, lecz i według du-

cha. Rosja sowietów musi uznać, że będąc spadkobierczynią imperjum rosyjskiego, ma obowiązek do odszkodowania nas, przynajmniej w ściślejszej mierze tego, co jest zawarowane traktatami. Polska ma prawo żądać, aby polska ludność w Rosji korzystała z tych samych praw, które Polska zagwarantowała swoim mniejszościom narodowym w Traktacie Wersalskim. Rosja powinna uznać prawo polskich obywateli zarówno do restytucji nabytych praw, jak i do reparacji za poczynione szkody.

Pod tymi warunkami Polska powinna przyjąć udział w odbudowie aparatu gospodarczego Rosji i nawet wziąć na siebie inicjatywę w tej kwestji wobec Ligi Narodów (wzorując się na akcji czesko-słowackiej w sprawie Austrii). Nie należy wiązać tej sprawy z żadnymi żądaniami politycznymi, poza koniecznym zniesieniem systemu terroru, jako będącego nie do pogodzenia z sumieniem cywilizowanej ludzkości.

Pan Kazimierz Bermański miał, jak się dowiadujemy od osób trzecich, sposobność do szczególnego wyłożenia swych poglądów na kwestję rosyjską w sferach kompetentnych, które interesują się tą sprawą z europejskiego punktu widzenia i był wysłuchany z wielką uwagą.

Pan Bermański, który wraca do Warszawy, zamierza w najbliższym czasie ogłosić drukiem obszerną pracę pod tytułem «La Russie telle qu'elle est» w języku francuskim.

Od Redakcji

Z braku miejsca dalszy ciąg artykułów p. t. «Magna Charta polskiego robotnika we Francji» odkładamy do przyszłego numeru.

Robotnicy polscy we Francji

Konferencja delegatów kół śpiewackich w Douai (Nord).

W dniu 29 października, to jest w przyszłą niedzielę, odbędzie się w Douai, na sali estaminetu Sedé, rue Bellain 49, o godz. 10 i pół rano konferencja delegatów następujących kół Śpiewu: Cecylja z Barlin, Wanda z Bruay, Słowik z Marles, Wanda z Noeux, Lutnia z Dechy, Kóło Śpiewu im. Józefa Piłsudskiego z Lallaing, Lutnia z Arenberg oraz Kóło Śpiewu z Mericourt-Corons.

Wymienione Kóło uprasza się o zastosowanie się do zaproszeń, wysłanych pocztą, zaś w razie niemożności wysłania delegata o zawiadomienie o tem piśmienne.

Cześć Pieśni!

Antoni Zbierski,

prezes Związku Kół Śpiewu we Francji, Arenberg (Nord) avenue d'Anzin, 34.

Porady Prawne

Chcąc przyjść z pomocą naszym rodakom, rozrzuconym po Francji, Polonia postarała się o słatego Adwokata, którego celem jest udzielanie porad prawnych, zarówno jak prowadzenie wszelkich spraw, wymagających pomocy prawnej. We wszystkich sprawach takich, jak: Formowanie Towarzystw Akcyjnych, Sprawy: handlowe, cywilne, kryminalne, administracyjne, rozwodowe i ślubne, Sprzedaż Majątków, Opracowanie Statutów, Wypadki et c. zgłaszać się należy do Polonii, która każdą zgłoszoną sprawę przekaże swemu adwokatowi, względnie skieruje doń bezpośrednio zgłaszającego się. Dla niezamożnych porady bezpłatne. Władze francuskie uznają Certificat de Coutume nieodzowny do zawarcia małżeństwa wystawiony przez naszego adwokata. Adwokat przyjmuje u siebie we wtorki i piątki od 2-4 popoł.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE**FILJA W PARYŻU**

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 500 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce: Warszawa (3 oddz. miejsk.), Baranowice, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kałuszyn, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Luniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Ostrog, Parczew, Pińsk, Podwołoczyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Siemiatycze, Skarżysko, Stonim, Sokół, Stanisławów, Stołpce, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodawa, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów.

Filje w Brukseli, Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kutno, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach.

BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).**CO SIĘ DZIEJE W KRAJU****Podróż Naczelnika Państwa.**

Naczelnik Państwa wyjechał w podróż dla zwiedzenia wschodnich prowincyj. Pierwszy postój wypadł w Łucku, gdzie Naczelnik został powitany przez reprezentantów władz wojskowych, cywilnych i miejskich. Tłum publiczności zgotował Naczelnikowi Państwa gorącą owację. Rankiem odbył się przegląd wojska. Popołudniu Naczelnik Państwa przyjął szereg delegacji, między nimi delegację rusińską, która zapewniła o swem przywiązaniu do państwa polskiego i wyraziła życzenie, aby przyjaźń polsko-rusińska jeszcze więcej się zacieśniła.

Język urzędowy w sejmie śląskim.

Według postanowień konwencji genewskiej język niemiecki jest dopuszczony obok polskiego na równi jako język urzędowy w obradach sejmiku śląskiego. 14 posłów niemieckich ma na swe usługi specjalnych stenografów. Specjalny urzędnik ma czuwać nad zgodnością stenogramów polskich i niemieckich. Widać z tego, że mniejszość niemiecka korzysta ze wszelkich przywilejów możliwych.

Sabotaże w Małopolsce wschodniej trwają dalej.

Dworskie i włościńskie stogi w Małopolsce wschodniej płoną dalej nieprzerwanie jak pochodnie Nerona. Stłumiony w jednej miejscowości pożar, wybucha w drugiej, chłonąc mienie zarówno obszarńskie jak małorolnych. Nic dziwnego, że oburzony ukraiński chłop chwycił się odrochowemu samosądu, jako jedynego środka obrony przeciw sabotażowi, uprawianemu na ich skórze przez fanatycznych najemników i studentów ukraińskich, z którymi lud ukraiński nie chce mieć wspólnego. Samosądy krwawe są bronią skuteczniejszą od sądów doraźnych, które jak dotąd działają dosyć oględnie.

Donosi « Ridnyj Kraj », że około Truskawca pod Radezańską Budą, chłopci złapali nocą trzech młodych ludzi, którzy podpalali stertę w polu. Dopadłszy zbrodniarzy chłopci jednego z podpalaczy zarabali siekiera, zaś dwóch innych żywcem spalili w ogniu.

Wykonawcami krwawego samosądu byli chłopci ukraińscy z Budy Radezańkiej.

W Radwanicach podpalili sabotażyści duży stóg siana należący do Józefa Taschera, zarządcy dóbr hr. Dzieduszyckiego. Stóg spłonął. Na widok ognia, który mógł się lada chwila przerzucić na stogi chłopskie, wsiadło kilku gospodarzy na konie i ruszyli pod płonący stóg aby ratować dobytek. Aliści z bliskiej odległości od stogu padło w ich stronę kilka strzałów karabinowych. Chłopi widząc, że mogą paść ofiarą kul cofnęli się pośpiesznie zostawiając stogi w ogniu. Zdarzenie to świadczy o zorganizowanej planowo z niesłychanym zuchwalstwem akcji sabotażowej.

Pomyślnym wynikiem sądów doraźnych jest ustanie akcji sabotażowej na Pokuciu. Kilka-naście aresztowań i kilka śmiertelnych wyroków zahamowało na całej linii sabotaże, które tu początkowo przybrały rozmiary klęski epidemicznej. Nierządkiem były wypadki morderstw popełnianych przez bojówki na osobach ukraińskiej narodowości z zemsty za ich ugodowość i lojalność względem rządu polekiego.

Od 8 dni nie zdarzył się już na Pokuciu wśród ludności huculskiej ani jeden wypadek sabotażu.

Unieszkodliwienie konspiracji szpiegowskiej.

W ostatnich dniach toczył się w Starogardzie, w miejscowym sądzie okręgowym, proces przeciwko członkom organizacji szpiegowskiej, działającej na rzecz Rosji sowieckiej i Niemiec, a mającej siedzibę i podstawę operacyjną w Gdańsku. Organizacja ta pozostawała w ścisłym kontakcie z rozstrzelanym przed niedawnym czasem kapitanem Terkiem, jak również z ukraińską organizacją szpiegowską, działającą we Lwowie. Na ławie oskarżonych zasiadli: Marja Sawicka, kochanka podpułkownika wojsk sowieckich, która była łącznikiem między organizacją gdańską a kapitanem Terkiem, Zofja Churchal, kurjerka, wożąca korespondencję między Gdańskiem a Lwowem, Hierodim Petrowicz, kierownik ukraińskiej organizacji szpiegowskiej we Lwowie, jego siostra Katarzyna Rewa, student prawa Rybak i technik Gandza — wszyscy ukraińcy, a nadto portier hotelu « Paris » w Łwowie Jakób Feld. Sąd skazał Petrowicza na 8 lat, a Rewę na 2 lata ciężkiego więzienia, Churchal na 8 miesięcy ciężkiego więzienia, zaś Sawicką na 2 lata zwykłego więzienia. Reszta oskarżonych została zwolniona z powodu braku dowodów. Oskarżał prokurator dr. Burek.

Gdańsk uchwała ustawy wyjątkowe.

Na posiedzeniu sejmiku gdańskiego przyjęto w trzecim czytaniu projekt ustawy w sprawie używania języka polskiego w sądownictwie. Brzmienie ustawy wskazuje, że senat odrzucił wszystkie poprawki, zgłoszone przez Koło Polskie. W związku z tem zabrał głos przedstawiciel Koła Polskiego, Kunert, zarzucając senatowi pogwałcenie praw mniejszości narodowej. Projekt senatu nie zapewnia polskiej mniejszości równouprawnienia, zagwarantowanego przez Konstytucję.

Kolej Warszawa Mińsk-Moskwa.

W ciągu dni najbliższych na linii Moskwa-Mińsk znacznie kursować pociąg, skoordynowany z ruchem pociągów na linii Mińsk-Warszawa.

Monarchiści gdańscy.

W tych dniach rozpoczął się w Gdańsku tak zwany dzień niemiecki, który otworzył profesor politechniki gdańskiej, dr. Mattei. Wygłosił on wykład na temat niemieckiego charakteru miasta Gdańska, przyczem specjalnie zajął się rze-

komem dążeniami Polski co do polonizacji Gdańska. Prof. Mattei oświadczył, iż polonizatorzy pracują energicznie, rozumiejąc, iż Gdańsk jest najsilniejszą twierdzą niemiecką przeciwko Słowiańszczyźnie. Polacy w swoich usiłowaniach co do polonizacji Gdańska fałszują nawet historię. Prof. wspominał tu o dziele Askenazego.

Ze stosunków polsko-gdańskich.

W lipcu 1920 r. odbyła się w Gdańsku demonstracja polityczna, przyczem tłum wtargnął do biura delegacji polskiego ministerstwa aprowizacji, grabiąc znaczną ilość towarów, stanowiących własność prywatną urzędników i niszcząc urządzenia biurowe. Straty poniesione przez delegację obliczono wówczas na 102.000 mk., która to kwota ma być obecnie przez Gdańsk zapłaconą rządowi polskiemu. Sprawa ta będzie omówiona na posiedzeniu gdańskiej rady miejskiej.

Eksport drzewa polskiego do Francji.

Kurjer Warszawski podaje statystykę naszej produkcji drzewa, która dochodzi do 21,516.000 metrów kubicznych rocznie, oraz zwraca uwagę, że wobec ułatwień celnych ze strony francuskiej a zapotrzebowania drzewa budulcowego przez to państwo, wywóz polskiego drzewa budulcowego zwłaszcza sosny i jodły do Francji mógłby się znacznie rozwinąć.

Wystawa przemysłu ludowego na Kaszubach.

Jak donosi Dziennik Gdański, z inicjatywy starosty kartuskiego, otwarta została d. 16 b. m. w Kartuzach wystawa przemysłu ludowego na Kaszubach. Oprócz wyrobów garncarskich zamierzona jest wystawa robót ręcznych, haftów, kilimów oraz różnego rodzaju przemysłu domowego. Projektowane jest jednocześnie wystawienie okazów przemysłu malarskiego sztuki kaszubskiej.

Stan rachunków P. K. K. P.

Ogłoszony stan rachunków Polskiej Krajowej Kasy Pożyczkowej na 30 września b. r. wykazuje następujące pozycje:

1) w stanie czynnym — wzrost zapasu kruszcza według parytetu złotej marki do 77 820.479.6 mk. i zapasu walut zagranicznych, obliczonych według ich bieżącego kursu do 5.921.557.501.82 mk.;

2) portfel wekslowy P. K. K. P. na 1 b. m. wynosił 64.092.991.807.73 mk., rachunek zaś pożyczek terminowych, otwartego kredytu itp. wykazywał — 22.239.410.133.55 marek;

3) dług Skarbu Państwa w P. K. K. P. na 1 b. m. wynosił sumę 342.5 milionów marek;

4) w stanie biernym suma obiegu banknotów doszła w dniu 30 września b. r. do przerażającej sumy — 463.706.046.727 marek.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

CO SIĘ DZIEJE WE FRANCJI

+ Kongres komunistów w Paryżu.

D. 18 bm. zakończył się w Paryżu kongres komunistów z udziałem delegatów zagranicznych. Na kongresie ujawniła się od początku silna opozycja przeciw bezwzględnej dyktaturze Moskwy, którą to opozycję prowadził mer Suresnes, Henryk Sellier. Rej na kongresie wodził delegat sowiecki, Borys Suwarin, przeciw któremu wystąpił gwałtownie francuski komunist, Karol Rappoport.

+ Powrót senatora Herriota z Moskwy.

Senator Herriot, mer Lyonu, powrócił tymi dniami po kilkutygodniowym pobycie wśród bolszewików. Podróż francuskiego męża stanu wywołała w prasie europejskiej nader liczne komentarze. Prasa francuska buduje wielkie nadzieje na niej. Według niej, p. Herriot był na tyle « sprytny », że nie dał się wyprowadzić w pole szczywanym bolszewikom.

Angielska prasa przypisuje francuskiemu politykowi przyczynienie się do obalenia układu Krassina z Urquhartem. Niemiecka prasa widzi w tej podróży najzłubniejsze następstwa dla wpływu niemieckich w Rosji.

My pozwolimy sobie dodać bardzo skromny komentarz. Podróż p. Herriota, jako zagraniczej osobistości wpływowej nie jest nowością w Rosji.

Był w Rosji Norweg Hannewig; celem opracowania projektu, według którego północna Rosja miała zostać przy pomocy Norwegii pokryta siecią kolei. Skończyło się na tem, że po wyjeździe Hannewiga jego współpracownicy dostali się do kozy, gdzie przesiedzieli 12 miesięcy, a sami sędziowie sowieccy przyznali, że pracowali oni z pożytkiem dla owego projektu kolejowego.

Był w Rosji Amerykanin Vanderlip, inżynier, który miał z Kamczatki uczynić kure, niosącą złote jaja. Bolszewicy wzięli go za słynnego bankiera nowojorskiego, Franka Vanderlipa, zaś inżynier Vanderlip nie myślał rozwiewać ich pomyłki. Oczywiście nawet bolszewicy musieli w końcu zorientować się, z kim mają do czynienia.

Był w Rosji angielski przemysłowiec Urquhart, z którym potem w Londynie Krassin zawarł układ. Wiadomo, że bolszewicy nie zaakceptowali go i Krassin podał się dymisji.

Był ostatnio w Rosji senator Herriot. Czekajmy co z tego wyniknie.

Jest rosyjskie przysłowie. « Szczęśliwy, kto wierzy, albowiem temu jest ciepło na świecie ».

103 Ciągnięcie Miljonówki z dnia 14 października

z koła wyszedł numer

3.963.761

na giełdzie warszawskiej: 1750 mp.

ZE ŚWIATA

— Konferencja Cziczierina z Knollem.

W kołach politycznych otrzymano wiadomość, że po powrocie do Moskwy, Cziczerin odbył kilka konferencji z Karachanem i prezesem delegacji rosyjskiej w komisji mieszanej w sprawie stosunków polskorosyjskich. Następnym tych narad będą konferencje, które Cziczerin ma zamiar przeprowadzić z posłem polskim p. Knollem po przybyciu jego do Moskwy.

— Nowy poseł polski w Londynie.

W « Morning Post » czytamy: « Nowy minister polski przy dworze angielskim p. K. Skirmunt przybywa do Londynu w przyszłym tygodniu ».

OSTATNIE WIADOMOŚCI

Cały gabinet angielski z Lloyd George'em podał się do dymisji.

Nareszcie!

Wiadomości Telegraficzne

Agence » Telegraphique de l'Est « Agencja Telegraficzna Wschodnia » 8, avenue Montaigne.

● Powrót ministra spraw zagranicznych.

Min. spraw zagranicznych, p. Narutowicz, powrócił do Warszawy z Rewla, gdzie reprezentował Polskę na konferencji państw bałtyckich.

● Misja ekonomiczna serbska w Polsce.

Misja ekonomiczna jugosławska z ministrem handlu Jankowiczem na czele przed udaniem się do Warszawy celem układów w sprawie traktatu handlowego z Polską, zwiedziła ważniejsze ogniska przemysłowe w Polsce.

● Zbiory w Rosji.

Według źródeł oficjalnych ogólny zbiór zboża w Rosji i na Ukrainie w r. 1922 dał 3.200 ton. Przed wojną zbiór dawał przeciętnie 5.500.000 ton.

KRONIKA

◊ Wiadomości kościelne.

W kościele polskim (Assomption, 263 rue St. Honoré), odbędzie się jutro, w niedzielę, dn. 22, o godz. 10 i pół uroczyste nabożeństwo z kazaniem na cześć św. Jana Kantego, patrona Polski, a zwłaszcza uczącej się młodzieży polskiej.

◊ Poranek artystyczno-muzykalny i zabawa taneczna.

W niedzielę d. 29 b. m. o godz. 3-iej popoł., na Sali « Cité des Oeuvres », 2, Bd. Lannes. metro Dauphine, urządza Sokół paryski poranek artystyczno-muzykalny. Na program złożą się: śpiew, muzyka, chór Sokół, narodowe tańce polskie. W koncercie wezmą udział wybitne siły artystyczne.

Szczegółowy program podamy w najbliższym numerze. Po koncercie tańce. Bilety przy wejściu.

Sokół prosi [Rodaków o jaknajliczniejsze przybycie, zapewniając, że dołoży wszelkich starań, aby poranek wypadł jaknajlepiej.

Mamy nadzieję, że kolonia polska nie odmówi swego poparcia tej dobrej inicjatywie, i że przybędzie spore grono Rodaków, aby wspólnie wesoło spędzić kilka popołudniowych godzin.

◊ Książę Józef i honor Polaków.

Po wielkich trudnościach zdołano wreszcie sprowadzić do kraju pomnik księcia Józefa, dłuta Thorwaldsena. Pomnik ten, jak wiadomo, długie lata spoczywał w Homlu, starannie ukrywany przez b. rządu carskie przed okiem polskiem. Zmieniły się czasy, wypełniła się sprawiedliwość Boża, Polska znowu stała się wolnym i niepodległym państwem i ukochany bohater narodowy wraca do stolicy polskiej, aby na jednym z najpiękniejszych jej placów w śródmieściu być symbolem jej sławy i honoru.

Komitet budowy pomnika księcia Józefa, który zajął się ustawieniem przepięknego dzieła Thorwaldsena, zabiega o zebranie potrzebnych funduszy, które się niewątpliwie znajdują, które się znaleźć muszą. Cały naród polski winien w tym wypadku stanąć do apelu i pośpieszyć ofiarnie z pomocą komitetowi. Potrzebne są zaledwie kilkadziesiąt milionów mp.

Głośny apel p. Adama Grzymały-Siedleckiego nie przebrzmiał bez echa. Z prasy krajowej dowiadujemy się, że w ciągu dni paru zgłosiły pomoc różne instytucje społeczne, stowarzyszenia, organizacje i pojedynczy ofiarodawcy. Z depeš dowiadujemy się, iż p. minister spraw wojskowych, generał Sosnkowski, zwrócił się z apelem do oficerów. Zakrzętnęli się ziemianie w b. Kongresówce, redakcje pism zwróciły się z apelem do czytelników i otworzyły rubryki składek itd. itd.

Spiesząc tedy śladem pism krajowych, z dniem dzisiejszym rozpoczynamy zbieranie składek na budowę pomnika księcia Józefa.

◊ W 73-ą rocznicę śmierci Fr. Szopena.

Przypominamy, że jutro w niedzielę, d. 22 b. m. nad grobem Fryderyka Szopena na cmentarzu Père-Lachaise, staraniem stow. Fr. Szopena odbędzie się doroczna uroczystość dla uczczenia pamięci wielkiego muzyka w 73-ą rocznicę Jego śmierci. Przemowy wypowiedzą pp.: Kamil Le Senne, Edward Ganche, Jerzy Migot. Deklamować będą pp. Viala i Maxime-Léry z Odeonu. Zebranie o godz. 10 i pół rano.

◊ W sprawie udziału wolontariuszy polskich w uroczystości odsłonięcia pomnika Rozejmu w Compiègne.

Wzywa się wszystkich wolontariuszy polskich, którzy służyli w armjach francuskich, podczas wielkiej wojny, bez względu na formację, o przybycie do lokalu Polonii, 3 bis, rue La Bruyère, jutro, w niedzielę, dnia 22 go października, o godz. 11-iej rano, a to celem naradzenia się nad sposobem wzięcia udziału w uroczystości odsłonięcia pomnika Rozejmu w Compiègne, mającym się odbyć w dniu 11-go listopada. Ze względu na bliskość terminu odsłonięcia i ważność sprawy uprasza się o jak najliczniejsze przybycie.

◊ Otwarcie nowego biura Banku dla Handlu i Przemysłu.

Dowiadujemy się, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie, Oddział w Paryżu, w najbliższych dniach otwiera w Bruay les Mines drugie swe biuro w centrum miasta, chcąc w ten sposób ułatwić przesyłkę pieniędzy do kraju, Niemiec i t. d. naszym rodakom, pracującym na szybach, oddalonych od obecnego biura.

◊ Z Sokoła paryskiego.

Dziś, w sobotę, zrywie zebranie Sokoła w lokalu własnym, 7 rue Corneille (Metro Odeon) o godz. 8 i pół. Uprasza się druhow o jaknajliczniejsze przybycie, gdyż na porządku dziennym sprawa koncertu, który ma się odbyć w przyszłą niedzielę, d. 29 b. m.

◊ Bójka wśród robotników polskich.

W departamencie Pas-de-Calais, w miejscowości Fresnoy-en-Gohelle, przyszło do bójki między robotnikami polskimi, zamieszkanymi wspólny barak. Władysław Lipa 29-letni robotnik ziemny pokłóciwszy się z 24-letnim Janem Bagrowskim i wymierzywszy mu cios pięścią, dobył noża. Na pomoc Bagrowskiemu pośpieszył 30-letni wyrobnik Wydryk, ale sam otrzymał kilka ciężkich pchnięć nożem od pijanego Lipy. Żandarmerja aresztowała Lipę i odstawiała go do więzienia w Arras. Według dziennika *Le Réveil du Nord*, skąd czerpiemy powyższą wiadomość, bójka wynikała na tle pijatyki.

◊ Poszukuje się.

Jan Kochański w Arras, bureau nr. 3, rue de la Hermite (Pas-de-Calais), poszukuje swego brata, Józefa urodzonego w roku 1893. Józef Kochański wyjechał w r. 1913 do Kanady i tam pracował do wybuchu wojny w mieście Tronto, potem słuch o nim zaginął.

28-ta Lista górników przybyłych z Polski

Wszyscy wymienieni poniżej górnicy przybyli bez rodzin i zostali przydzieleni:

Do kopalni w Ronchamp (Haute Saône) w dniu 7 października.

Antoni Gabrjel, Władysław Jaskulski, Marcin Pieszulski, Jan Musielak, Józef Szwarz, Stefan Szymura, Ignacy Talarczak, Stanisław Zurzak, Jan Adamkiewicz, Franciszek Głapink, Walenty Gorczak, Franciszek Jasiński, Franciszek Jaskulski, Józef Kaczmarek, Michał Marciniak, Piotr Świętek, Józef Cwiertniak, Kazimierz Jakubiak, Kazimierz Koźmiński, Stanisław Małycha, Marcin Mielczarek, Stanisław Pasierb, Wawrzyniec Ratajczak, Jan Kajzer, Walenty Knap, Wojciech Stachowski, Stanisław Szymański, Wacław Wołowski, Franciszek Wilczyński.

Razem 29.

Do kopalni w Anzin (Nord) w dniu 6 października.

Feliks Walczak, Jan Chmielarczyk.

Do kopalni w Noeux (Pas-de-Calais) w dniach 4 i 6 października.

Franciszek Kosicki, Józef Kudłaszyk, Jan Marciniak, Stefan Bryl, Michał Jedrocha, Walenty Michałak, Władysław Wojcieszko.

Razem 7.

Do kopalni w Bruay (Pas-de-Calais) w dniu 5 października.

Wojciech Kaźmierczak, Stanisław Wojtko, Stanisław Grajek, Franciszek Jackowski, Stanisław Jankowski, Władysław Kasprzyk, Wojciech Kurzawski, Jan Majchrzak, Jan Mejza, Stefan Jabłoński, Jan Jankowski, Franciszek Matuszak,

Jan Ratajczak, Wacław Szudziński, Józef Tomasz, Michał Tonder, Jan Waszak, Wojciech Wiczorek, Franciszek Wojciechowski, Piotr Zak, Bronisław Bucha, Stefan Dworzynski, Fryderyk Iryk, Jan Grzonkowski, Kazimierz Kajdan, Andrzej Koraszewski, Bronisław Krajnik, Wawrzyniec Kubicki, Józef Lange, Leon Łoźniewski, Józef Niemyt, Franciszek Niemyt, Stanisław Pazgrat, Bartłomiej Poznaniak, Wiktor Szulc, Józef Szulc, Władysław Wiśniewski, Leon Wrzesek, Franciszek Woźniak, Andrzej Dobrzykowski, Jan Borowicz, Jan Dyzert, Stanisław Flis, Jan Dzudzia, Adam Franke, Jan Górka, Antoni Grabek, Walenty Kaczmarek, Stefan Kaczmarek, Stanisław Kaczmarek, Piotr Kazmierczak, Józef Kocconka, Władysław Kowalski, Antoni Król, Walenty Majkowski, Michał Makowski, Jan Malendowski, Józef Mielczarek, Walenty Matuszewski, Walenty Nowak, Franciszek Nowak, Stanisław Patalas, Michał Piotrowski, Wawrzyn. Przybylski, Maksymilian Raczynski, Franciszek Kociński, Kazimierz Stanisławski, Michał Szypura, Jan Tonder, Walenty Urbanski, Franciszek Twardowski, Karol Wardęga, Aleksandar Włodarczyk, Franciszek Wos, Jan Wróbel, Ludwik Zakrzewski, Ignacy Białkowski, Franciszek Derpiński, Franciszek Wachowiak, Jan Mazurek, Władysław Waligóra, Jan Andrzejewski, Walenty Chelmiński, Franciszek Drzymała, Jakób Fajfer, Jan Flis, Roman Gerwasik, Wojciech Horla, Jan Jabłoński, Michał Kaczmarek, Franciszek Kaczmarek, Józef Karpiński, Franciszek Kowalski, Stanisław Królikowski, Antoni Krus, Franciszek Kubacki, Antoni Kubicki, Franciszek Libera, Jan Mały, Franciszek Markowski, Michał Matuszewski, Władysław Miencal, Józef Miechowski, Andrzej Napieralski, Jan Nawrot, Antoni Nowak, Franciszek Nowak, Franciszek Olejniczak, Stanisław Otto, Wojciech Pajchrowski, Feliks Palma, Franciszek Perz, Mieczysław Perzyński, Piotr Piwosz, Antoni Przybysz, Jan Rabięga, Marcin Rajewicz, Andrzej Logal, Marjan Roj, Antoni Roszyk, Stefan Rydzynski, Piotr Skrzydłowski, Antoni Staśkowiak, Jan Szary, Bronisław Szydłowski, Stefan Wesolowski, Józef Wójda, Michał Wurst, Franciszek Kwiatkowski, Michał Ciesielski, Jan Adamczewski, Franciszek Miedziak, Franciszek Brzeziński, Jan Baczyk, Jan Buchta, Władysław Dubizbański, Józef Małecki, Kazimierz Zakosielnny.

Razem 141.

Do kopalni w Marles (Pas-de-Calais) w dniu 6 października.

Józef Woźny, Władysław Hylweg, Piotr Nowak, Michał Twardowski, Jan Luczak, Walenty Łaczyk, Paweł Szofer, Franciszek Nowaczyk, Andrzej Roszyk, Wojciech Kowalik, Marcin Lewandowski, Jan Zakrzewski, Franciszek Skorupa, Wojciech Przybylak, Ignacy Gapski, Ignacy Roszyk, Walenty Kaczmarek, Wawrzyniec Malik, Baltazar Staniewski, Franciszek Wrona, Antoni Czajka, Wojciech Piekarz, Franciszek Szlag, Jan Mardas, Stanisław Chochowski, Feliks Chudy, Edmund Krzykos, Tomasz Janicki, Ignacy Jędrzejewski, Józef Kokozańek, Józef Lepka, Walenty Niewiada, Marcin Grzelak, Leon Korezwa, Michał Sobierajski, Ludwik Lis, Józef Pawłowski, Stefan Musielski, Aleksander Buchaj, Antoni Stocki, Piotr Seidel, Jan Brzenczyk, Stanisław Krauze, Wojciech Mostuik, Jan Grześkowiak, Stanisław Gontka, Stanisław Brek, Jakób Mioszynski, Franciszek Zakowski, Ignacy Twardy, Marcin Talaga, Walenty Ściora, Wojciech Śledzik, Jan Seidel, Wojciech Szynka, Karol Parusol, Wojciech Patryas, Józef Nieszyporek, Stefan Maron, Walenty Laszczak, Franciszek Kowalik, Stanisław Konieczny, Wilhelm Korzeniowski, Franciszek Jankowski, Piotr Keczuk, Wincenty Antczak, Michał Sychaj, Marcin Ronowski, Jan Rabiasz, Andrzej Podlewski, Wojciech Kistielka, Franciszek Kołodziejek, Józef Kolcz, Franciszek Jeleń, Franciszek Więckowski, Michał Augustyniak, Józef Zapłata, Maksymilian Jasiński, Antoni Sobek, Jan Miorzynski, Wojciech Kowalczyk.

Razem 81.

Do kopalni w Ostricourt (Pas-de-Calais) w dniu 5 października.

Antoni Buszkiewicz, Stanisław Kaczmarek, Tomasz Kociemba, Maciej Notola, Piotr Nowak, Michał Olejniczak, Władysław Pawlak, Stanisław Świeszalski, Jan Szymański, Tomasz Wiczorek, Stefan Banaszak, Józef Dutka, Mikołaj Głowacz, Michał Mrugalski, Wojciech Napieralski, Jan Nowak, Stanisław Nowicki, Idzi Prechel, Michał Prafat, Józef Stachowiak, Antoni

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)

wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.

Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Polka służąca

znająca się na wszelkiej pracy domowej oraz na smacznej kuchni

poszukuje zajęcia.

Zgłoszenia do Polonii dla p. V. S

Apartamenta Umieblowane

w Auteuil i Boulogne s/S.

Największy komfort

Komunikacja doskonała

Łazienki

Ceny przystępne

Zgłoszenia codziennie z wyjątkiem niedziel i świąt od 6 do 9 wiecz.

Mr. JEAN, 211 rue St. Honoré.

Ukończony słuchacz Akademii handlowej

poszukuje zajęcia biurowego.

Zgłosz.: Leon Łapiński, 64 rue de Levis, Paryż.

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża

przyjmuje rano od 11 do 12

i popoł. od 3 do 7

CHOROBY WEWNĘTRZNE,

SKÓRNE I WENERYCZNE

Ceny Specjalne dla Robotników

10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(métro République)

Chudziński, Jan Jakubiak, Józef Jurga, Józef Karbownik, Adam Klemeński, Jan Krawczyk, Stanisław Kulas, Józef Rosak, Jan Słomiński, Stanisław Spychała, Franciszek Kaczmarek, Jan Konik, Walenty Kalka, Piotr Kruk, Stanisław Kubicki, Jan Mocek, Józef Piskorek, Stanisław Ptak, Antoni Szymański.

Razem 40.

Do kopalni w Montrambert (Loire) w dniu 4 października.

Konrad Jamroziak, Józef Matusiak, Józef Pakuła.

Do kopalni w Roche-la-Molière (Loire) w dniu 4 października.

Michał Szymański.

Do kopalni w Blanzy (Saône et Loire) w dniu 4 października.

Feliks Ball, Franciszek Foldzna, Michał Witkowski.

Do kopalni w Trelys (Gard) w dniu 4 października.

Władysław Człowieczek, Jan Gabrys, Stefan Czerniak, Jan Olejnik, Józef Olejnik.

Do kopalni w Courrières (Pas-de-Calais) w dniu 5 października.

Jan Krajewski.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-43

Wykonuje wszelkie druki polskie:
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.

Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54 - 68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.
:: Otwarte całą noc. ::

Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.

OBIADY à prix fixe i à la carte
z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,

IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

POLSKA FABRYKA MEBLI Artystycznych we wszystkich STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)

(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(kolo nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 19 października 1922.

Funty angielskie.....	60 fr. 69
Dolary amerykańskie.....	13 fr. 52, 50
Franki belg.....	93
Franki szwajc.....	2 fr. 47, 25
Marki niem.....	0, 42, 5
Korony czeskie.....	41, 90
Leje rumuńskie.....	—
Korony austr.....	0, 02
Liry włoskie.....	56, 70
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0.13 3/4
Czeki na Warszawę.....	0.12 3/4—0.13 3/4
Tysiąc marek polskich.....	1 fr. 35